

**Zeitschrift:** Schweizerische Zeitschrift für Forstwesen = Swiss forestry journal = Journal forestier suisse

**Herausgeber:** Schweizerischer Forstverein

**Band:** 46 (1895)

**Rubrik:** Vereinsangelegenheiten = Affaires de la Société

#### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Siehe Rechtliche Hinweise.

#### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. Voir Informations légales.

#### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. See Legal notice.

**Download PDF:** 02.04.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## Vereinsangelegenheiten — Affaires de la Société.

### Rapport du Comité permanent sur la situation du personnel forestier subalterne en Suisse.

(Présenté à la réunion de 1894, à Fribourg.)

Dans la réunion du 30 septembre 1893 à Berne, M. l'inspecteur forestier Baldinger avait déposé la motion „*que des démarches soient faites par la Société suisse des forestiers, auprès des Autorités fédérales afin d'obtenir un subside de la Confédération pour l'amélioration du traitement du personnel forestier subalterne de toute la Suisse (sous-forestiers et gardes-forestiers).*“

Après discussion il a été décidé qu'au préalable il y avait lieu d'ouvrir une enquête pour arriver à connaître le nombre de ces employés forestiers ainsi que le montant de leur salaire. Le Comité permanent a eu pour mission d'entreprendre les recherches nécessaires à cet effet.

Ce dernier s'est de suite mis à l'œuvre. Deux de ses membres furent chargés de rédiger un questionnaire, lequel a été envoyé aux forestiers en chef des cantons en les priant de bien vouloir faire le nécessaire, tout en les remerciant d'avance pour la peine que ces recherches statistiques ne manqueraient pas de leur occasionner.

Le dépouillement de ces questionnaires a donné les résultats indiqués dans les deux tableaux ci-joints. Nous regrettons que trois petits cantons, n'ayant transmis que des renseignements incomplets, n'ont pu être mentionnés sur ceux-ci. Le Tableau N° 1 nous montre la répartition des cantons pour les gardes-forestiers des forêts domaniales et des forêts communales suivant le traitement calculé aux prix moyen par hectare de forêt. Du Tableau N° 2 il ressort que le nombre total des gardes-forestiers et sous-forestiers de la Suisse est de 3964. De ce nombre il y en a

815	qui reçoivent un traitement fixe inférieur à 50 francs par an
879	" " " " " de 51 à 100 " " "
837	" " " " " 101 à 200 " " "
530	" " " " " 201 à 300 " " "
321	" " " " " 301 à 400 " " "

En dessus de 400 francs le nombre descend très fortement.

A l'occasion du salaire des gardes nous devons faire remarquer qu'il existe une quantité de divergences dans les conditions financières de ces fonctions. Nous allons en énumérer quelques-unes.

Quelques gardes-forestiers doivent *tout leur temps* à leurs fonctions, d'autres ne sont en service que *pendant sept mois de l'année*, enfin d'autres peuvent s'occuper *d'affaires privées* de diverse nature conjointement avec leur vocation forestière. C'est croyons-nous le cas pour le plus grand nombre de nos gardes-forestiers. Certains gardes doivent, suivant les circonstances, faire *une, deux, trois, jusqu'à quatre tournées de surveillance*

par semaine sans que le jour leur soit précisé. Quelques fois il y a plusieurs gardes pour la même circonscription, dans ce cas l'un fait le service tel jour, son ou ses collègues tels autres jours de la semaine. Ce personnel de surveillance reçoit ou bien un *traitement annuel fixe*, pour toutes choses, avec ou sans obligation d'entretenir les chemins, les pépinières ou exécuter gratuitement aussi certains travaux de nettoyement dans les plantations ou les jeunes massifs. C'est le cas lorsque le traitement fixe est le plus élevé. Lorsque le traitement fixe est moindre, les journées de travail en forêt sont comptées à part.

Dans quelques cantons les gardes reçoivent une finance supplémentaire pour *droit de martelage des billes*, pour chaque *reconnaissance de bois façonnés*, un *tant pour cent* sur les *ventes de bois* ou une *indemnité pour chaque procès-verbal de délit forestier*. S'ils ne reçoivent pas de traitement fixe, les gardes sont payés pour la surveillance des forêts à la *journée* ou même à l'*heure*. Quelques-uns sont *logés gratuitement*, d'autres sont *jouissants ou locataires de domaines*, relevant de l'administration forestière. Parfois les gardes reçoivent un *uniforme*, renouvelable tous les trois ans. Il y en a qui sont armés. Enfin des gardes peuvent être chargés d'*entreprises de coupes* par adjudication et se procurent ainsi du travail rémunérateur.

Leur nomination est faite pour une année, pour des périodes variant de 3 à 6 ans ou pour un temps indéterminé. Elle fait suite à un *cours de garde* dont la durée varie de 1 à 6 semaines, ou à un examen selon programme spécial ou enfin pour un grand nombre de communes sans que les gardes aient des connaissances forestières suffisantes.

Cette enquête n'est pas rigoureusement complète puisqu'il manque trois cantons, cependant nous avons pu constater par les renseignements indiqués ci-devant que si certains sous-forestiers ou gardes sont encore assez favorisés, bien d'autres sont payés d'une manière insuffisante, même dérisoire et nuisible aux exigences et principes d'une surveillance efficace et d'une sage administration forestière.

Le Comité permanent en déposant ce rapport estime avoir rempli la mission qui lui avait été confiée; il ne croit pas devoir présenter des propositions tendant à solliciter l'obtention d'une subvention annuelle de la Confédération pour l'amélioration des traitements du personnel forestier subalterne, tant que la question pendante de l'extension de la haute surveillance de la Confédération sur toute l'étendue du territoire suisse n'est pas tranchée. Les documents relatifs à l'enquête sont réunis et reliés, ils restent à la disposition des membres de la Société.

Le rapporteur, A. PUENZIEUX.

Dans la réunion du 19 Août 1894, à Fribourg, le présent rapport a été soumis à la discussion et l'assemblée a adopté la résolution ci-après:

„Le Comité permanent voudra bien reprendre la motion au moment opportun. En attendant les résultats de l'enquête seront communiqués aux cantons à titre de renseignement.“

Pour le Comité permanent: le Président, ROULET.

## Bericht des Ständigen Komitees über die Besoldungsverhältnisse des untern Forstpersonals.

Erstattet an der Versammlung zu Freiburg 1894.

(Uebersetzung.)

In der Versammlung des Schweizer. Forstvereins vom 20. September 1893 in Bern hat Herr Oberförster Baldinger folgende Motion gestellt:

*„Es seien seitens des Schweizer. Forstvereins bei den eidgenössischen Behörden Schritte zu thun, um einen Bundesbeitrag zur finanziellen Besserstellung des untern Forstpersonals (Unterförster und Bannwarte) der ganzen Schweiz zu erlangen.“*

Nach gewalteter Diskussion wurde beschlossen, es haben zuerst Erhebungen stattzufinden, um die Anzahl der betreffenden Forstbeamten, sowie deren Besoldung in Erfahrung zu bringen; das Ständige Komitee sei mit dem betreffenden Untersuch beauftragt.

Letzteres hat sich sofort an seine Aufgabe gemacht. Zwei seiner Mitglieder entwarfen einen Fragebogen, welcher sämtlichen Oberforstämtern mit der Einladung, die nötigen Erhebungen zu machen, unter gleichzeitiger Verdankung der diesfälligen Bemühungen zugestellt wurde.

Die Beantwortung der erhaltenen Antworten hat zu den in beiliegenden zwei Tabellen aufgenommenen Ergebnissen geführt, in welchen leider drei kleine Kantone, von denen nur unvollständige Angaben eingegangen waren, nicht einbezogen werden konnten.

In *Tabelle I* sind die Kantone nach den Besoldungen der Unterförster für die Staats- und Gemeindewaldungen per ha. Waldfläche eingereiht; aus *Tabelle II* ergibt sich, dass die Zahl der Unterförster und Bannwarte für die gesamte Schweiz 3964 beträgt. Von diesen beziehen:

815	einen fixen Gehalt von unter Fr.	50	per Jahr
879	" "	51—100	" "
837	" "	101—200	" "
530	" "	201—300	" "
321	" "	301—400	" "

Bei Gehalten von über Fr. 400 " nimmt die Anzahl sehr rasch ab. Im übrigen ist mit Bezug auf die Honorierung des untern Forstpersonals zu bemerken, dass diesfalls mannigfache Unterschiede vorkommen, von denen wir nur einige namhaft machen wollen.

Manche Bannwarte und Unterförster haben ihre *ganze Zeit* dem Forstdienst zu widmen; andere stehen *nur während sieben Monaten des Jahres* im Dienst; andern endlich ist gestattet, neben ihrem forstlichen Berufe *Privatgeschäfte* zu betreiben. Letzteres dürfte nach unserer Ansicht bei der Mehrzahl dieser Bediensteten der Fall sein. Einzelne Waldhüter haben, je nach Umständen, 1, 2, 3 bis 4 Aufsichtstouren per Woche zu machen, immerhin ohne dass hierfür bestimmte Tage festgesetzt wären. Mitunter besorgen verschiedene Bannwarte im gleichen Bezirke die Hut gemeinsam, in welchem Falle jeder dem Dienst an einem besondern Wochentage obliegt.

Bald bezieht das untere Forstpersonal — und zwar meist dort, wo die höchsten Gehalte ausgesetzt sind — eine *fixe jährliche Besoldung* für alle Dienstleistungen im Walde und sind in diesen die Arbeiten zum Unterhalt der Wege, der Pflanzschulen, Reinigungshiebe in Kulturen oder Jungwüchsen etc. inbegriffen; bald erhält der Beamte nur ein kleineres Fixum und wird für Leistungen der angedeuteten Art im Taglohn besonders entschädigt. In einzelnen Kantonen gewährt man eine Extravergütung für *Holzanzeichnungen*, für *Abnahme von aufgerüstetem Holz*, ein bestimmtes Prozent der *Holzverkäufe* oder eine Entschädigung für *Frevelanzeigen*. Wo die Bannwarte keinen fixen Gehalt beziehen, werden sie für die Waldhut per *Tag* oder per *Stunde* bezahlt. Einige derselben haben freie Wohnung, andern werden Dienstländereien unentgeltlich oder gegen niedrigen Mietziens überlassen. Es kommt auch vor, dass die untern Forstangestellten alle drei Jahre eine neue Uniform erhalten oder auf Kosten des Waldbesitzers bewaffnet werden. Endlich können Bannwarte sich um die Ausführung von *Holzschlägen* bewerben und sich in solcher Weise einen Nebenverdienst verschaffen.

Die Ernennung des Forstschatzpersonals erfolgt für ein Jahr, für Zeiträume, die zwischen drei bis sechs Jahren wechseln, oder für unbestimmte Zeit und wird an die Bedingung erfolgreichen Besuches eines Kurses von 1—6 Wochen, oder der Ablegung einer besondern, durch Specialprogramm normierten Prüfung geknüpft. Eine grosse Anzahl von Gemeinden stellen ihre Waldhüter an, ohne von den Betreffenden einen Befähigungsausweis zu verlangen.

Diese Enquête, obschon streng genommen nicht vollständig, da bei derselben drei Kantone nicht Berücksichtigung finden konnten, *ergibt dennoch, dass zwar einzelne Unterförster und Bannwarte befriedigend gestellt sind, viele andere dagegen eine ungenügende, ja teilweise eine so minime Löhnnung beziehen, dass dieselbe den im Interesse einer wirksamen Waldhut und einer rationellen Forstverwaltung zu stellenden Anforderungen geradezu Hohn spricht.*

Das Ständige Komitee glaubt durch Erstattung dieses Berichtes der ihm übertragenen Aufgabe nachgekommen zu sein, findet sich jedoch nicht veranlasst, Anträge betreffend Auswirkung eines jährlichen Bundesbeitrages zur Besserstellung des untern Forstpersonals einzubringen, so lange nicht die Frage der Ausdehnung der Oberaufsicht des Bundes über das Forstwesen der gesamten Schweiz ihre Erledigung gefunden hat.

Das gesamte Material der vorgenommenen Erhebungen wird zur Verfügung der Vereinsmitglieder gehalten. Der Berichterstatter:

*A. Puenzieux.*

In der Versammlung des Schweizer. Forstvereins zu Freiburg am 19. August 1894 wurde vorstehender Bericht zur Diskussion vorgelegt und vom Verein diesbezüglich folgender Beschluss gefasst:

*„Das Ständige Komitee wird eingeladen, diese Motion zu geeigneter Zeit wieder aufzunehmen, inzwischen aber das Ergebnis der gemachten Erhebungen den Kantonen zur Kenntnisnahme zu unterbreiten.“*

Für das Ständige Komitee, der Präsident: *Roulet*

Tableau № 1.

**Moyenne des traitements à l'hectare. — Mittel der Besoldungen per Hektar.**

Tabelle Nr. 1.

Fr. 1	Fr. 2	Fr. 3	Fr. 4	Fr. 5	Observations
Berne (Oberland)	Berne (Jura)	Berne (Mittelland) Berne (Jura) Zurich Lucerne Lucerne	Berne (Oberland und Mittelland)	Zürich	Übersicht einreihen zu können.
Uri <i>Uri</i>	Schwyz	Glaris Zug			die erhaltenen Angaben nicht genügend, um diese Kantone in die Tabelle. — Für Basel und Appenzell A.-Rh. sind Oberwalden waren sieghemmennts obtenu n'out pas suff pour classer ces cantons dans Pour Bale-Gampragn, Appenzell Rh.-ext. et Unterwalden-le-Haut, les rem- und Bauuwarde der Gemeinden.
		Nidwalden	Soleure <i>Soleure</i> Bâle-Ville		Le texte ordinaire se rapporte aux gardes et sous-forstiers des communes. — Der gewöhnliche Text bezieht sich auf die Unterforstester.
					Der Text in Cursiv bezieht sich auf die Unterforstester u. Bauuwarde des Staates.
					Le texte en italique se rapporte aux gardes et sous-forstiers des forêts de l'Etat.
Appenzell I.-Rh.		Schaffhouse			
Grisons		St-Gall			
Tessin		Argovie (Kreis I, II, III, VI)	Argovie (Kr. IV, V) Argovie (Kr. I, V, VI)	Argovie (Kr. II, III, IV)	Thurgovie <i>Thuryvoie</i>
Valais		Neuchâtel			
Vaud		Fribourg Vaud			

Tableau No 2.

## Nombr et traitemens des employés forestiers subalternes en 1894.

## Anzahl und Besoldungen der intern Forstbeamten im Jahre 1894.

Tabelle Nr. 2.